



HAL
open science

La fabrique discursive des eurorégions : créer un environnement spatial par l'incitation

Marie-Hélène Hermand

► **To cite this version:**

Marie-Hélène Hermand. La fabrique discursive des eurorégions : créer un environnement spatial par l'incitation. *Espace Géographique*, 2016, 45 (2), pp.97. 10.3917/eg.452.0097 . hal-02451826

HAL Id: hal-02451826

<https://hal.science/hal-02451826>

Submitted on 16 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La fabrique discursive des eurorégions : créer un environnement spatial par l'incitation

Discursive construction of Euroregions: the creation of a spatial environment by incitement

HERMAND Marie-Hélène
ULB - ReSIC
Av. F. D. Roosevelt 50
1050 Bruxelles - Belgique
marie-helene.hermant@ulb.ac.be

Résumé. L'article observe la construction discursive de territoires méconnus des citoyens en dépit de leur prolifération depuis les années 2000. S'appuyant sur un corpus multilingue et multigenre dédié aux eurorégions, l'analyse part de l'hypothèse qu'une visée incitative se manifeste en discours pour développer et accélérer la fabrique d'un mode de gouvernance transfrontalier et d'un sentiment d'appartenance aux territoires associés. Elle est focalisée sur les dires des énonciateurs impliqués dans la promotion des eurorégions : la Commission européenne, les responsables politiques eurorégionaux, les acteurs économiques implantés en eurorégions et les médias. Le recensement des marqueurs discursifs de l'incitation permet d'établir les modalités de l'encouragement communautaire en lien avec les textes fondateurs de l'UE, de l'impulsion d'acteurs frontaliers impliqués de longue date dans la construction européenne et du soutien médiatique à cette politique expérimentale.

Mots-clés : eurorégions, régionalisation, analyse du discours, textométrie

Abstract. This article considers the discursive construction of little known territories despite their proliferation since the beginning of the 2000s. Using a multi-gender and multilingual corpus relative to the Euroregions, the analysis is based on the postulate that the expression of the incitement expands and accelerates the making of a cross-border governance and a sense of belonging to the associated territories. The paper is focused on the official discourses made by institutions (Euroregions, European Union and universities), economic actors and media. The inventory of the discursive markers of the incitement allows to establish the modalities of the community encouragement in connection with the founding texts of the EU, the impulse of border actors traditionally involved in the European construction and the media support for this experimental policy.

Keywords : Euroregions, regionalization, discourse analysis, textometry

Introduction

Le terme “eurorégion” (Encadré 1) désigne des associations d’organisations transfrontalières développées en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cet article propose de s’intéresser à leur visibilité croissante par le biais de l’analyse du discours. Il nous semble intéressant de porter une attention particulière à cette expression méconnue de la décentralisation à l’échelle de l’Europe car elle révèle un processus de légitimation à la fois inachevé et à l’issue incertaine. Soutenues par différentes organisations publiques et privées, les eurorégions offrent l’opportunité de “s’intéresser à la construction d’une offre politique inédite et de nouvelles allégeances citoyennes, notamment européennes, aux limites entre deux États” (Hamman, 2014).

Issu d’une recherche menée en sciences de l’information et de la communication qui vise à identifier les invariants des dispositifs de communication en ligne dédiés aux eurorégions, cet article se limite à analyser la visée incitative des discours produits par les principaux acteurs engagés dans la promotion des eurorégions. L’objectif ne consiste pas à établir un comparatif de ces discours par langue d’expression ou par implantation géographique mais à repérer des régularités qui contribuent à imposer la configuration eurorégionale dans l’espace public. Pour dévoiler cette entreprise de légitimation, il nous faut prendre appui sur une grande diversité de positionnements rencontrés dans les textes : l’analyse exploite des discours émis par la Commission européenne, par les représentants officiels d’eurorégions, par les acteurs économiques implantés en régions frontalières et par les médias. La démarche s’appuie sur l’analyse d’un corpus multilingue et multigenre. Elle mobilise une plateforme d’analyse textométrique et l’usage de statistiques simples mais vérifiables dans le but de nourrir l’analyse qualitative.

Eurorégions : un concept mobilisateur

Intérêts disciplinaires

La définition de l’eurorégion, objet géographique aux contours flous, proposée en science politique par Thomas Perrin retient notre attention car elle présente le double avantage d’être suffisamment large pour prendre en compte l’aspect protéiforme des territoires considérés et la dynamique d’institutionnalisation à l’œuvre :

Les eurorégions peuvent ainsi se définir comme des organisations européennes de coopération transfrontalière et transnationale, plus ou moins structurées, regroupant des autorités territoriales allant en général de la commune à la région ou à leurs équivalents, associées pour la réalisation d’actions et d’objectifs communs, en fonction d’intérêts partagés et dans le cadre de “territoires de projets”. (Perrin, 2013 : 7)

La diversité des études consacrées entièrement ou partiellement aux eurorégions depuis une dizaine d’années montre que ces associations territoriales intéressent plusieurs disciplines. En témoignent les travaux issus de l’histoire des relations internationales et de la science politique consacrés à la coopération transfrontalière (Nagelschmidt, 2005) et aux relations interculturelles (Perrin, 2013), à l’intégration (Morata, 2010) et à l’élargissement (Wassenberg, 2010) européens ou encore à la gouvernance multilatérale (Alliès, 2011) et aux réformes des collectivités territoriales (Delaunay *et al.*, 2012). Les recherches en géographie se concentrent sur les effets spatiaux des frontières et la métropolisation des agglomérations

transfrontalières (Renard, 2010) ou sur l'urbanisme et l'aménagement des territoires (Woessner, 2010), tandis que l'histoire s'intéresse plus particulièrement à la valorisation patrimoniale (Bruant, 2010). Chez les linguistes et sociolinguistes, l'accent est mis sur l'enseignement des langues (Krafft-Groot, 2006) et le plurilinguisme à l'école en régions frontalières (Chevalier, 2007), sur l'analyse et l'évaluation de politiques linguistiques (Costa et Bert, 2011) ou encore sur les minorités linguistiques (Scantamburlo, 2007). Bien d'autres références témoignant du dynamisme des interrogations liées aux régions transfrontalières pourraient bien sûr être citées pour compléter ce bref panorama.

La fabrique discursive d'un territoire

Notre positionnement se situe dans le champ des sciences de l'information et de la communication. À travers l'étude des concepts d'identité, de frontière et de territoire, la discipline s'est déjà intéressée à l'analyse des pratiques et des représentations identitaires en régions frontalières (Koukoutsaki-Monnier, 2011 et 2014) ainsi qu'aux espaces médiatiques transfrontaliers (Ricaud, 2010). En adoptant la méthodologie de l'analyse du discours, notre démarche s'inscrit dans le sillage des travaux menés par l'*Observatoire des discours et contre-discours relatifs à la construction européenne*¹ dans le but d'étudier l'Europe dans sa consistance discursive.

Notre point de départ relève à la fois d'un constat empirique et théorique. La visibilité accrue des eurorégions sur le web depuis le milieu des années 2000 constitue un premier motif de l'intérêt à porter au phénomène. D'un point de vue théorique, l'écart entre une situation où il était parfois difficile de déceler les contours d'espaces médiatiques transfrontaliers (Argul *et al.*, 2005) — voire de trouver des textes en ligne dédiés aux eurorégions (Dupeyron, 2008 : 18) — et la situation actuelle de prolifération de ces contenus invite à s'interroger sur le processus de "fabrique territoriale" (Leloup et Pradella, 2008) des eurorégions dans l'espace public européen.

En nous intéressant à l'activité de langage, nous nous inscrivons dans le modèle socio-communicationnel qui considère que "*tout acte de langage est un acte d'échange interactionnel entre deux partenaires (sujet communicant et sujet interprétant) liés par un principe d'intentionnalité, cet échange se produisant toujours dans une certaine situation de communication*" (Charaudeau, 2006). Une telle définition indique que le positionnement des divers sujets énonciateurs dépend des données de la situation de communication. Ces données déterminent la nature identitaire des partenaires impliqués dans l'échange, les relations entretenues et l'intentionnalité justifiant la prise de parole.

Hypothèse et corpus

Production d'une visée incitative

Nous partons du postulat théorique qui consiste à envisager le discours eurorégional comme une "formation discursive" (Foucault, 2008 : 57), c'est-à-dire "*un ensemble d'énoncés socio-historiquement circonscrit que l'on peut rapporter à une identité énonciative*" (Charaudeau et Maingueneau, 2002 : 271) où le dicible forme un système et délimite une identité. Le choix de ce cadre théorique autorise à réunir des textes de genres très différents autour d'une thématique commune, en l'occurrence les eurorégions. Particulièrement adapté à l'examen de

¹ <http://disceurope.hypotheses.org> (consulté le 20 décembre 2015).

positionnements énonciatifs différents, le concept de formation discursive permet d'identifier des zones de convergence mais aussi des tensions qui parcourent le corpus.

À partir de l'hypothèse selon laquelle une visée d'incitation se combine aux visées — de légitimation, de prescription, d'exemplarité — déjà repérées dans nos travaux antérieurs, nous cherchons dans cet article des marqueurs objectifs qui en attestent : par exemple l'expression du flou et de l'affect, la répétition de tournures ou la formulation de promesses (Charaudeau, 2009). L'objectif est double : d'une part, il s'agit de dégager les caractéristiques de la visée incitative en précisant les principes d'influence et de régulation à l'œuvre dans le corpus eurorégional ; d'autre part, il s'agit de montrer comment l'incitation contribue à stabiliser les normes de la communication eurorégionale.

Présentation du corpus eurorégional

Il convient d'abord de signaler que le discours surgit quel que soit le degré de formalisation des eurorégions. En dépit d'un cadre juridique très variable (Kada, 2010 : 158) et qu'elles bénéficient ou non d'un statut juridique², les eurorégions produisent et suscitent des discours. Avant de lister quelques traits caractéristiques du corpus eurorégional, précisons que la description de ce dernier a nécessité la création de métadonnées associées aux textes et que le traitement des données multilingues a requis l'optimisation d'une plateforme textométrique³ (Hermant et Thouraud, 2015). Dans le corpus, 52% des textes récoltés concernent des eurorégions non dotées du statut juridique de Groupement européen de coopération territoriale (GECT) et 29% des textes concernent des eurorégions dotées du statut de GECT⁴. Afin de circuler dans l'espace européen, le corpus eurorégional est composé de 617 textes authentiques et différents (près de 500 000 mots) recueillis dans les langues dont la lecture nous est accessible (français, italien, espagnol, anglais, allemand et néerlandais) et rédigés entre 1993 et 2013⁵ : tous comportent au moins une occurrence du mot *eurorégion*⁶. Tandis que les recensements récents font état de plus d'une centaine d'eurorégions (Durà *et al.*, 2010) sur les 163 zones (trans)frontalières dénombrées en Europe par l'Association des régions frontalières européennes⁷, notre corpus prend en compte 42 eurorégions : 39% des textes du corpus concernent des eurorégions situées en Europe du Nord-Ouest, 21% dans la zone Alpes-Danube, 17% en Europe du Sud-Ouest, 8% en Europe centrale et orientale et 7% en

² Les statuts juridiques disponibles sont le Groupement européen de coopération territoriale (GECT, créé par le règlement (CE) n°1082/2006 en date du 5 juillet 2006) et le Groupement eurorégional de coopération (GEC, créé en 2013 par le troisième protocole additionnel à la Convention-cadre de Madrid). À ce titre, notons que depuis mai 2013, l'approbation tacite des États suffit pour que des régions frontalières se structurent en GECT. Les membres d'un GEC n'ont pour leur part qu'un devoir d'information vis-à-vis de leurs États respectifs. Selon les données disponibles sur le site du Comité des régions et datées de fin 2015, on dénombre 55 GECT (dont 6 créés en 2012, 11 en 2013 et 8 en 2014) et 13 en cours de création ; 3 GECT ont déjà étendu leur couverture géographique tandis que 7 autres en ont exprimé le projet. Une carte des GECT est disponible en annexe de cet article (**Figure 1**).

³ La plateforme élaborée articule un logiciel textométrique éprouvé (TreeTagger, mis à disposition par l'université de Stuttgart) et une surcouche logicielle (Perl, SQLite) développée pour optimiser les requêtes multilingues simultanées et les exportations de résultats par sous-corpus émetteur. Le recueil des données exploratoires a été réalisé avec le logiciel TXM, mis à disposition par l'École normale supérieure de Lyon.

⁴ 12% des textes concernent en outre des eurorégions ayant entamé les démarches pour obtenir un statut juridique et 7% des textes concernent les eurorégions en général mais aucune en particulier.

⁵ 50% des 617 textes du corpus sont datés : 587 d'entre eux (soit 95%) sont produits à partir de 2004, période concomitante à l'élargissement à l'est de l'Union européenne.

⁶ Le mot *eurorégion* connaît de nombreuses variantes qui peuvent coexister au sein d'une même partition linguistique du corpus : *eurégio*, *euregio*, *europaregion*, *regio*...

⁷ http://www.aebr.eu/fr/membres/repartition_regionale.php (consulté le 13 décembre 2015).

Europe du Nord⁸. Signalons que la liste des pays qui se partagent les eurorégions considérées dans le corpus ne correspond pas strictement à celle des 28 pays membres de l'Union européenne.

Jalons de l'analyse du discours

Prolifération des discours en ligne et hétérogénéité énonciative

Du point de vue des conditions matérielles de la communication, on constate d'abord dans l'ensemble du corpus :

- une utilisation presque systématique du support web : 38 des 42 eurorégions considérées dans le corpus possèdent leur propre site web institutionnel⁹ ;
- une visibilité multilingue témoignant d'un lourd investissement éditorial et linguistique : 69% des eurorégions étudiées proposent un site institutionnel disponible dans toutes leurs langues officielles ;
- une mise en images systématique par l'usage d'une vaste panoplie d'illustrations symboliques (logos, drapeaux), de photographies paysagères idylliques (mers, fleuves, montagnes) et de montages évoquant la paix (olivier) ou le travail collectif (réunions, groupes, poignées de main...).

Du point de vue discursif qui nous intéresse ici, le repérage des émetteurs montre à quel point l'image des eurorégions en discours se tisse par imbrication et cumul des voix. Le corpus est caractérisé par une forte hétérogénéité qui aboutit à classer les énonciateurs selon qu'ils appartiennent au monde institutionnel, au monde économique ou à la sphère médiatique¹⁰. L'énonciation institutionnelle recouvre le positionnement des institutions européennes (surtout la Commission), eurorégionales (présidents, vice-présidents, représentants à Bruxelles) et universitaires (lorsque l'argument eurorégional sert à mobiliser des partenaires ou à recruter des étudiants). L'énonciation économique concerne les dires de représentants de *clusters* transfrontaliers, de chambres de commerce transfrontalières et de sociétés d'audit. L'énonciation médiatique, perçue comme le « lieu de passage » (Moirand et Beacco, 1995 : 50) des connaissances sur les eurorégions, regroupe des articles principalement issus des presses régionales et nationales¹¹.

Résultats saillants de la formation discursive eurorégionale

Nos premiers repérages des intentions qui président à la production de discours émis par et sur les eurorégions ont révélé une visée de légitimation (Hermand, 2014a) qui se manifeste par le recyclage au niveau eurorégional de responsables politiques déjà connus à d'autres niveaux de gouvernance (notamment régionale), par des traces d'autorité montrée à l'égard du citoyen, par la neutralisation de toute conflictualité et par de nettes convergences lexicales indépendantes des pays et des langues d'émission des discours. Cette entreprise de légitimation est complétée par une intention prescriptive (Hermand, 2014b) des discours émis par les institutions européennes (surtout la Commission) à l'égard des eurorégions : l'obligation formelle (verbe *devoir*, transmission de consignes) ou adoucie (invitations à l'adoption de comportements, instauration d'une relation pédagogique avec le

⁸ Les 8% restants traitent des eurorégions en général mais d'aucune en particulier.

⁹ Les eurorégions restantes voient leur contenu institutionnel hébergé sur des sites de régions.

¹⁰ 44% des textes du corpus sont produits par des institutions, 29% par des médias et 27% par des acteurs économiques.

¹¹ 48% des textes du sous-corpus médiatique émanent de la presse régionale, 44% de la presse nationale et 8% de la presse européenne.

citoyen qui doit se familiariser avec la configuration eurorégionale) aboutit à investir les eurorégions d'un rôle exemplaire de modèles d'une nouvelle Europe. Les analyses qualitatives des contextes discursifs articulées aux résultats textométriques issus de la formation discursive eurorégionale ont mis en évidence la remise en cause de nos références habituelles (les États et les villes capitales) et la présentation de la configuration eurorégionale comme un aboutissement naturel de la configuration européenne actuelle.

Quelques résultats saillants, classés en fonction des sous-corpus émetteurs, sont présentés ci-dessous pour distinguer les différentes modalités d'installation du discours eurorégional dans l'espace public :

- les discours de prescription (émis essentiellement par la Commission européenne) instaurent l'imaginaire d'un *continuum* territorial : en attestent la mise en concurrence des noms propres des entités géopolitiques (Europe, pays, eurorégions, régions, villes), les rappels historiques du rôle des régions frontalières dans la construction européenne¹², la réactivation systématique de la formule *laboratoire*¹³ et la domination de champs métaphoriques (construction, instrumentation, expérimentation, passage)¹⁴ qui inscrivent le discours dans le prolongement d'"une Europe des métaphores" (Rigotti, 1990). D'autre part, des mécanismes discursifs tels que les désignations flottantes des eurorégions¹⁵ ou les injonctions paternalistes adressées aux États en matière de coopération transfrontalière¹⁶ font apparaître respectivement le flou de la définition de ce projet politique expérimental et son caractère irréversible (Hermand, 2015) ;

- dans les discours d'appropriation du projet eurorégional, les représentants officiels des eurorégions (Présidents et vice-présidents) recyclent le paradigme de la suppression des frontières nationales (73% des textes de ce sous-corpus placent le terme *frontière* dans des constructions évoquant leur disparition ou leur dépassement) en germe dès le *Traité de Rome*¹⁷ (1957) et explicité dans le *Livre Blanc sur la gouvernance à multiniveaux*¹⁸ (Comité des Régions, 2009), tandis que les chefs d'entreprises implantés en eurorégions défendent l'instauration d'un "*nouveau modèle hybride d'entreprise transfrontalière*". L'usage de

¹² Exemples de segments répétés : *expérience acquise, histoire commune, destin partagé*.

¹³ Utilisée en 1994 par Jacques Delors lorsqu'il affirme que "la frontière est le laboratoire de l'Europe" https://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/spri/documents/communication_S_Verger.pdf (consulté le 18.07. 2015)

¹⁴ Pour désigner les eurorégions, 100% des textes du sous-corpus mobilisent les lexiques de la construction (*fondations, structure, plateforme...*), de l'instrumentation (*outil, instrument, moyen...*), du passage (*porte, entrée, couloir, passage...*) : 90% des textes mobilisent le lexique de l'expérimentation (*expérience, laboratoires, mini-laboratoires, test, preuve...*) ; les métaphores du corps (*main, pied, bras, tête, coeur*) et de la gestation (*matrice, embryon, noyau*) sont également très présentes (Hermand, 2015).

¹⁵ Pour définir les eurorégions, l'approximation est récurrente : par exemple les marqueurs *comme, à la manière de, sorte de, espèce de, genre de, style de* rapprochent le comparé *eurorégion* de comparants trop indéterminés pour consolider la définition : *comme une nouvelle entité, un type de structure, un genre d'initiative, une sorte d'ambassadeur* sont quelques exemples des désignations flottantes repérées.

¹⁶ Les injonctions d'adhérer aux principes de coopération transfrontalière sont formulées à l'égard des États, avec une attention particulière pour "les nouveaux États membres", destinataires privilégiés des efforts d'investissements frontaliers.

¹⁷ Avec l'instauration du principe de libre circulation (des personnes, des marchandises, des services, des capitaux).

¹⁸ Le *Livre Blanc* insiste sur la nécessité de "*se défaire des cultures administratives qui entravent le processus de décentralisation en cours*" (*Livre blanc sur la gouvernance à multiniveaux*, Comité des Régions, 2009 : 3).

“formules”¹⁹ (Krieg-Planque, 2009) — *cohésion, coopération, excellence, mobilité* — en circulation dans les textes conforte le maillage avec le corpus fondateur de l’Union européenne (Cussó et Gobin, 2010) et de l’Europe décentralisée (Kada, 2010) ;

- dans les discours médiatiques enfin, la construction de l’acteur collectif “eurorégion” s’opère notamment par des constructions syntaxiques actives qui personnifient l’eurorégion (*l’Eurorégion Une-telle soutient les jeunes entrepreneurs / planche sur une offre / accueille ses partenaires / se prépare / a décerné un prix / a invité...*) et contribuent à en faire des entités capables d’agir dans le monde social.

Marqueurs discursifs de l’incitation

Encouragement de la Commission européenne

C’est le sous-corpus des discours produits par la Commission européenne qui mobilise le plus largement (90% des textes) la notion d’incitation²⁰. Comme l’ont déjà montré les analyses de l’influence des discours européens (Cussó et Gobin, 2010) sur d’autres types de discours surdéterminés par le contexte communautaire (Scholz et Angermuller, 2013) (Cussó, 2010), le discours communautaire ancre la légitimité des eurorégions dans un contexte intensif de transnationalisation à l’échelle européenne, dans la capacité d’expertise reconnue aux acteurs légitimés pour la mettre en place et dans la neutralisation du débat potentiel par l’usage d’un lexique uniformisé.

Surtout présente dans les études prospectives et dans les brochures d’information émises par la Commission européenne²¹, la notion d’incitation apparaît sous la forme d’infinitifs dans des constructions de but (*pour, en vue de, visant à* suivis de *inciter, favoriser, encourager, stimuler, soutenir*) ou de substantifs renvoyant au processus à l’œuvre (*incitation, promotion, stimulation*). Le contexte permet d’identifier deux types de sujets à l’origine de l’acte d’incitation : la Commission européenne (matérialisée par sa dénomination propre ou par les pronoms *je/nous* utilisés par les Commissaires européens pour renvoyer à leur institution) et les outils qu’elle produit (*mesures, instruments, règles, programmes, critères*). Les actes de langage à visée incitative s’expriment à travers des formulations floues amenées par des articles indéterminés : il s’agit d’encourager *un* développement, *par un certain nombre* de moyens et de soutenir *des* projets. La présentation d’un projet idéal et moral est recherchée par l’usage de syntagmes²² à valeur positive : la Commission incite à *un développement harmonieux, équilibré et durable*, à trouver des *solutions de qualité* qui soient *mutuellement acceptables* et à *créer des liens entre les peuples*. Cette provocation de l’adhésion par l’affect est confortée par l’usage d’adverbes modalisateurs²³ (*pleinement, vivement*) et par

¹⁹ Formule : en analyse du discours, la formule est caractérisée par son caractère figé qui favorise sa mise en circulation dans les textes, son inscription dans les usages discursifs, sa signifiante dans les imaginaires collectifs à un moment donné de la vie sociale et les contre-arguments qui peuvent lui être opposés. Dans la formation discursive eurorégionale, l’on retrouve la formule de la *mobilité*, installée dès le *Traité de Rome* en 1957.

²⁰ Les requêtes multilingues portent sur les radicaux des termes *inciter, favoriser, encourager, soutenir, stimuler, promouvoir* et leurs traductions dans les 6 langues du corpus.

²¹ 39% des occurrences y sont respectivement concentrées.

²² Syntagme : combinaison de mots qui se suivent et produisent un sens acceptable (Source : Centre national de ressources textuelles et lexicales).

²³ Adverbes modalisateurs : adverbes par lesquels le sujet parlant fait apparaître son attitude vis-à-vis de ce qu’il énonce (Source : Centre national de ressources textuelles et lexicales).

l'implication d'un énonciateur qui n'existe que parce que l'interlocuteur visé (*vous*) fait déjà partie du contrat de communication :

Votre eurorégion a été à l'avant-garde de la coopération transfrontalière et nous comptons sur vous pour continuer à nous montrer la voie à suivre. Je vous encourage à tirer pleinement profit des possibilités offertes par la politique régionale européenne pour 2007-2013. (Propos de la Commissaire européenne Danuta Hübner aux représentants de l'eurorégion Enschede-Gronau, communiqué de presse CE-IP/07/1466, 10.10. 2007)

La reconnaissance par la Commission de la pertinence d'actions antérieures va de pair avec la suggestion de mobiliser le dispositif proposé par l'Union européenne. Une panoplie d'outils doit en effet faciliter une nouvelle gouvernance au niveau transfrontalier : des programmes ou des instruments de coordination communautaires (Interreg - Figure 2). La répétition des mêmes segments montre qu'il s'agit de mobiliser ces outils dans un double objectif de "développement" (*économique, des PME, du commerce*) et de "consommation" à l'échelle eurorégionale (*modèles de consommation, utilisation du micro-crédit*). La Commission appuie en outre sa publicité sur la création d'organismes ou d'instruments nouveaux visant à structurer l'activité transfrontalière (Observatoire interrégional de l'emploi créé en 2000 dans la Grande Région²⁴, Observatoire franco-belge de la santé depuis 2007, Chèques Mobilité, Eurocampus, statuts juridiques de GECT et GEC...). Des modèles (systèmes d'informations, traitement de données statistiques) et des formations aux médias (en vue de réaliser des films, de rédiger un scénario, d'effectuer le tournage et le montage d'un film) complètent un dispositif qui témoigne du pragmatisme communautaire en faveur du projet eurorégional. La fourniture de cette boîte à outils n'est cependant pas assortie de conseils relatifs aux contenus spécifiques qu'il convient d'y injecter : environné d'adjectifs flous (*importantes, conjointes, propres, disponibles, existantes*) et de verbes de planification (*valoriser, investir, partager, allouer, renforcer*) qui écartent toute idée de création, le mot répété *ressources* est l'exemple-type d'un mot vide qui se limite à désigner l'existant.

Impulsion des acteurs traditionnels de la construction européenne

Si les discours de la Commission européenne expriment une visée incitative complémentaire de leur visée prescriptive, il n'en va pas de même dans les discours d'appropriation du projet eurorégional émis par les présidents d'eurorégions, par les acteurs économiques et par les médias. Contrairement à la Commission qui arbitre et distribue des budgets aux eurorégions, ces acteurs traditionnels de la construction européenne (Robert et Vauchez, 2010) sont dépourvus d'un réel pouvoir de coercition pour faire appliquer des consignes de partenariats transfrontaliers. Ils perçoivent cependant la nécessité et l'opportunité d'exploiter ce nouveau mode de gouvernance pour capter des budgets européens en vue d'étendre leur pouvoir politique ou économique à l'échelon transfrontalier.

Si l'on considère les propos des représentants politiques eurorégionaux, l'effet de mobilisation est obtenu par des verbes de modalisation qui renvoient à la volonté, à la persévérance ou à la mise en mouvement et par l'usage d'un "*nous*" d'auto-encouragement :

Nous voulons bouger les choses en profondeur. [...] Nous essayons de stimuler tout ce qui permet de bouger, d'avancer. (Extrait de l'entretien "L'Eurométropole, c'est bien

²⁴ Premier GECT mis en place, regroupant des divisions territoriales de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Luxembourg.

sûr une réalité” mené avec Stefaan De Clerk, Président de l’eurométropole Lille-Tournai-Courtrai, grandlille.euroblog.eu, 18.02.2010)

D’autres marqueurs tels que l’insistance sur un élément important du dispositif de communication (obtention d’un label), la mention d’actions de terrain (réunions, traductions, logistique), l’annonce d’un plan (*préparer un cadre*), la perspective améliorative (*aller plus loin, encore plus loin*) et la disqualification d’un scénario non préparé (*trop discrétionnaire, trop arbitraire*) participent de la construction charismatique de celui qui adopte une posture de surplomb tout en concédant (*on respecte et on apprécie*) à l’interlocuteur l’intérêt de ses réalisations passées :

Parfois, c’est important de donner le label de l’Eurométropole, signifiant ainsi : “On respecte et on apprécie beaucoup ce que vous faites” donc d’accord pour parler d’initiative dans le cadre de l’Eurométropole, parfois on peut aller plus loin et dire “On va faciliter l’initiative” (organisation de réunions, mise en place de traductions, nécessité de plus de logistique). Ou bien, on va encore plus loin, en donnant une intervention, en donnant des sortes de subsides, en facilitant l’organisation de certaines initiatives... Et maintenant, nous sommes en train de préparer un cadre, il faut un règlement, autrement, c’est trop discrétionnaire, c’est trop arbitraire. (Ibid.)

D’autres actes de langage à portée symbolique tels que les discours de cérémonies officielles en contextes transfrontaliers (inaugurations, commémorations, invitations et visites réciproques) relèvent enfin d’un processus “de construction et de reconstruction d’un système de ressemblances et d’oppositions qui permet de situer les hommes et les choses à leur juste place” (Goulet, 2014 : 205), comme en témoigne l’exemple suivant :

Elles [les manifestations populaires] sont l’occasion de faire connaître la Grande Région, et de lui conférer une visibilité : tournoi de football, fair-play tour, journée de la Grande Région... s’adressent à tous, permettant de créer ou de développer un sentiment d’appartenance à une communauté de vie. (Extrait de la déclaration commune du 13^{ème} Sommet de la Grande Région, 24.01.2013 : 13)

Outre ces opportunités d’accroissement de la visibilité, le projet eurorégional offre une occasion aux acteurs du monde économique et de l’enseignement supérieur de structurer et de valoriser des collaborations transfrontalières à condition que celles-ci revêtent l’ampleur nécessaire à l’obtention des budgets européens²⁵. En introduisant systématiquement les verbes *inciter/stimuler/encourager* par les locutions *il est nécessaire/important de*, ces acteurs montrent surtout que leur participation à l’eurorégionalisation n’est pas une option facultative s’ils souhaitent développer des *clusters* économiques performants et des formations pérennes. La création des eurorégions et le défi de la crise s’articulent dans leur argumentaire pour défendre un nécessaire changement de cap en vue de réhabiliter l’image dégradée de nombreuses régions frontalières ou de combler les déséquilibres économiques de part et d’autre d’une même frontière.

Les eurorégions revêtent dès lors une image spécifique qui fait d’elles un concentré de remèdes potentiels à la crise : habitudes de travail avec le pays voisin, conscience de

²⁵ Ainsi d’autres formes de collaborations moins spectaculaires ou moins visibles sont-elles souvent disqualifiées (Dupeyron, 2008 : 33).

l'existence de problèmes et enjeux communs²⁶, capacité de compréhension ou d'affrontement des complexités administratives et localisations géographiques privilégiées (en tant que *carrefours d'échanges*) sont les principaux arguments mobilisés dans la communication, quelle que soit l'eurorégion considérée. Comme dans les analyses de discours politiques au Portugal (Monte, 2013), nous sommes en présence de la déclinaison d'un "discours de crise" qui appelle au changement et à l'engagement collectif face à l'aggravation de problèmes euphémisés par des perspectives optimistes :

Avec l'engagement et la détermination de tous, le Val d'Aoste saura sortir de cette crise renforcé et doté d'un rôle économique spécifique dans l'arc alpin et dans l'eurorégion Alpes-Méditerranée. (Déclaration de Pierantonio Genestrone, Président de la Chambre valdôtaine, communiqué de presse de la Chambre valdôtaine du 26.05.2009).

Le déplacement des références territoriales habituelles est un autre procédé récurrent utilisé par les chefs d'entreprises afin de retrouver, de conforter ou d'endosser un rôle stratégique de pivots incontournables des échanges commerciaux en supposant une "*exclusivité de l'attraction sur le territoire environnant*" (Goulet, 2014 : 215) :

Une des missions principales est d'accroître un réseau de relations d'entreprises dans la région du Bodensee [lac de Constance]. Dans les conditions d'un marché intérieur aux caractéristiques analogues, le B-IHK voit la possibilité de créer une nouvelle centralité dans une région caractérisée par les frontières : Bodensee, une région en plein essor économique. (Site Bodensee Industrie- und Handelskammern (B-IHK), Association des chambres de commerce et d'industrie de l'eurorégion Bodensee, 22.08.2013)

Du côté de l'enseignement supérieur enfin, où l'heure est à la rationalisation, les eurorégions sont perçues comme une possibilité de mutualiser des diplômes et leur logistique à l'échelle de l'espace transfrontalier. À titre d'exemple, le site du programme franco-espagnol Eftersaso²⁷ (Établissement Transfrontalier de Formation et de Recherche Sanitaire et Sociale) valorise la conception d'enseignements communs et la création de diplômes transfrontaliers en contexte spécifique de l'espace catalan.

Soutien médiatique à un projet politique expérimental

Le volontarisme observé dans les discours de prescription et d'appropriation trouve un écho favorable dans le volet médiatique du corpus. Le *leitmotiv* de la suppression des frontières nationales n'y soulève pas le tollé auquel on pourrait s'attendre. La presse aide en effet à faire émerger le projet eurorégional par divers procédés évaluatifs positifs, par exemple :

- les tournures comparatives : *les résultats sont plus qu'encourageants*
- le lexique du gain : *pour bénéficier des avantages, pour bénéficier des opportunités*²⁸
- les prépositions de buts : *pour échanger une expérience pertinente*²⁹
- la complétude : *tous les incitants sont là, inciter tous les acteurs*
- le manifeste : *pour une vision commune de l'avenir*

²⁶ Parmi lesquels on peut au moins citer la disparité des niveaux économiques, les entraves à la mobilité professionnelle, la pratique du *dumping* social et salarial, l'insuffisante maîtrise des langues voisines et des politiques d'aménagement contradictoires.

²⁷ <http://www.etfersaso.com>, rubrique "Nos missions" (consulté le 13 décembre 2015).

²⁸ *to benefit from the opportunities*

²⁹ *to exchange relevant experience*

D'une part, le discours médiatique dessine l'image idéale d'une jeune Europe de proximité dynamique et ouverte qui s'oppose aux représentations d'une Europe critiquée, décriée et condamnée pour sa technocratie, son éloignement du citoyen et les restrictions imposées par les cadres nationaux (Auboussier et Ramoneda, 2015). Ce soutien au dépassement d'une situation jugée insatisfaisante est matérialisé par l'association de la configuration eurorégionale à l'adjectif *nouveau*, haut placé dans les rangs de fréquences du sous-corpus médiatique³⁰ et environné d'un contexte qui pointe l'ampleur du renouveau associé à la gouvernance transfrontalière : *nouvelle ère, nouvelle étape, nouvelle phase, nouvelle situation, nouveau cadre, nouvelles opportunités, nouvelles règles, nouvelle structure communautaire, nouveaux entrepreneurs, nouveaux business, nouveaux clusters économiques, nouveaux produits, nouveaux services, nouveaux emplois...*

D'autre part, la presse relaie l'idée selon laquelle l'image dont certaines régions frontalières ont hérité (pôles industriels sinistrés, chômage durable et pauvreté associée) est réversible. La mise en récits positifs d'événements populaires (événements artistiques et culturels, concours et tournois sportifs) cherche à toucher et à créer un public frontalier pour lui procurer un sentiment d'appartenance à une même communauté. Pour favoriser l'adhésion du public, la presse exploite plus particulièrement l'importance du capital mémoriel des villes dans les opérations de recompositions territoriales (Ratouis, 2003) : en attestent notamment une fréquence des noms de villes supérieure à celle des noms propres d'autres entités³¹ et les références contextuelles à des labels prestigieux comme preuves de succès incluant une dimension transfrontalière (par exemple le label *Capitale européenne de la culture*³²).

Conclusion

Les marques linguistiques objectives de l'incitation ont été recherchées au sein d'un panel de discours dédiés aux eurorégions, territoires en cours d'institutionnalisation qui prolifèrent le long des frontières nationales en Europe depuis le milieu des années 2000. Le support web a été privilégié pour observer l'installation du "label à succès" eurorégional (Hamman, 2014) car il rend compte d'une large diversité de positionnements géographiques, éditoriaux et énonciatifs. L'analyse qualitative est encadrée par des tendances statistiques obtenues grâce à une plateforme textométrique optimisée pour un usage en environnement multilingue. Par

³⁰ Rang de fréquence de l'adjectif *nouveau* au sein du sous-corpus médiatique :

Partition linguistique	Lemme (mot) considéré	Rang de fréquence / Nombre total de lemmes
francophone	<i>nouveau</i>	62 ^{ème} / 3 850
italophone	<i>nuovo</i>	56 ^{ème} / 4 031
hispanophone	<i>nuevo</i>	39 ^{ème} / 1 551
anglophone	<i>new</i>	42 ^{ème} / 3 435
germanophone	<i>neu</i>	70 ^{ème} / 5 599
néerlandophone	<i>nieuw</i>	115 ^{ème} / 1 918

³¹ Fréquences relatives des noms propres d'entités géopolitiques dans le sous-corpus "médias" :

Dénominations propres	Nombre d'occurrences
<i>Europe</i>	589
noms de pays	1 281
noms d'eurorégions	1 346
noms de régions	1 470
noms de villes	1 562

³² En 2004, Lille associe le Hainaut belge à sa démarche de capitale européenne de la culture. En 2007, Luxembourg y associe la Grande Région. En 2011, Tallin y associe la ville finlandaise de Turku. En 2015, la ville de Mons en Belgique y associe le Nord de la France (notamment la ville de Maubeuge).

souci de cohérence, la démarche s'est limitée à prendre en compte les discours d'appropriation du projet eurorégional, à l'exclusion des contre-discours (émis par les instances syndicales interrégionales et les associations de travailleurs transfrontaliers) qui nécessitent une analyse spécifique.

Afin d'affiner la description du contrat de communication eurorégional déjà caractérisé par des intentions de légitimation, d'exemplarité et de prescription, nous avons recherché des traces discursives de l'incitation vue comme une condition nécessaire à la mobilisation collective. Les résultats, envisagés en fonction des énonciateurs qui manifestent de l'intérêt pour les eurorégions (commissaires européens, responsables politiques eurorégionaux, chefs d'entreprises et représentants d'universités), montrent comment des procédés discursifs adaptés aux intérêts de ces différents acteurs contribuent à installer le scénario eurorégional dans l'espace public. Parce que ce scénario ne va pas de soi, l'enjeu principal des discours consiste à construire la légitimité institutionnelle de ces organisations expérimentales. L'objectif poursuivi par ces discours dominants du corpus eurorégional est tour à tour pratique, stratégique et symbolique.

Pour ce qui concerne les institutions européennes, la démarche s'inscrit dans la logique de la politique communautaire de cohésion économique et sociale dont l'Objectif 3 est consacré au renforcement de la coopération et à la fourniture d'outils d'assistance technique : la coopération décentralisée, dont fait partie la coopération transfrontalière, constitue un élément de la politique régionale et un instrument de l'aménagement du territoire³³. Du point de vue discursif, la Commission européenne s'appuie sur les régions frontalières pour favoriser l'installation d'une politique européenne de proximité et pour réveiller l'adhésion à l'Europe. La visée incitative du discours communautaire complète sa visée prescriptive en matière de cohésion. Adoucissant le caractère péremptoire des injonctions, l'incitation s'exprime par des encouragements et la reconnaissance de l'expérience accumulée en régions frontalières, par l'attribution d'un espace de liberté dédié à l'expérimentation de nouvelles structures juridiques et par la publicité d'outils dédiés à la coopération. Loin du laisser-faire, le discours communautaire construit un imaginaire collectif basé sur un *continuum* territorial et temporel où l'appui sur une histoire commune toujours décrite positivement (en dépit des conflits passés) et la promesse d'un destin naturellement partagé (en dépit des innombrables disparités administratives, juridiques et économiques) servent à convaincre du caractère satisfaisant du projet eurorégional en l'état et évacue toute dimension polémique.

Du côté des professionnels implantés en régions frontalières, il s'agit de continuer à démontrer leur réceptivité particulière — en tant qu'acteurs traditionnels et privilégiés de la construction européenne sur les terrains politique, économique et universitaire — à la problématique de l'évolution européenne. L'incitation constitue surtout un incontournable levier de persuasion au service du changement et de la réhabilitation d'une image dégradée ou déséquilibrée des régions frontalières. La création d'un sentiment d'urgence pour faire front à la crise justifie la demande de suppression des entraves à la quête du gain (telles que les frontières et les contraintes administratives et juridiques liées aux contextes nationaux) et nécessite la création de *clusters* transfrontaliers en vue d'atteindre une taille suffisante pour proposer des projets éligibles. Les articles de presse manifestent pour leur part un soutien appuyé au nouveau mode de gouvernance proposé et attirent peu à peu le regard sur un scénario territorial qui pourrait passer inaperçu. L'attention portée aux (grandes) villes déjà dotées d'une aura se

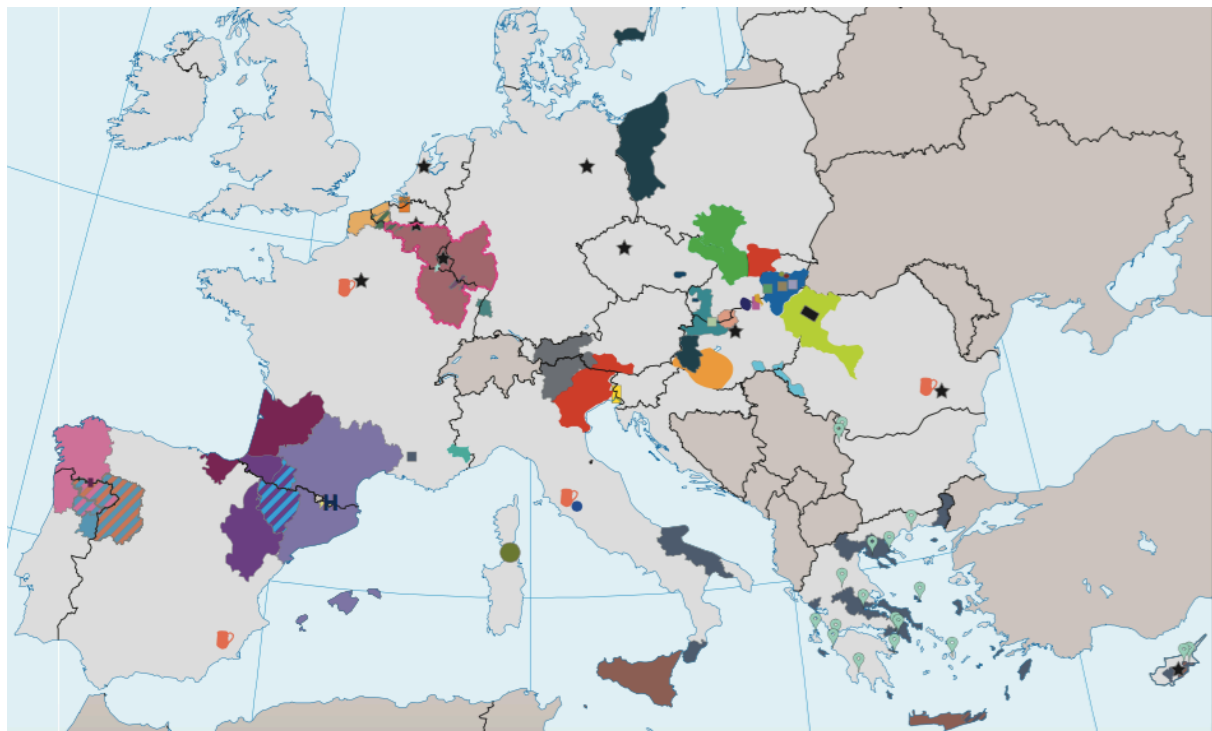
³³ Voir : http://ec.europa.eu/regional_policy/index.cfm/en/policy/cooperation/european-territorial/cross-border/ (consulté le 13.12.2015).

révèle une solution de facilité adoptée par de nombreux titres de presse pour capter les publics et les orienter de préférence vers des références urbaines déjà bien connues.

Annexes

Eurorégion	
- Lexique	<ul style="list-style-type: none">▪ Mot-valise forgé sur la troncation du mot <i>Europe</i> et sur le mot entier <i>région</i> (latin <i>regio</i> : contrée, territoire)
- Définition	<ul style="list-style-type: none">▪ <i>Le terme “Eurorégions” désigne des organisations de coopération transfrontalière, formées le long des frontières européennes. Henri Rougier considère que ce terme renvoie à la fois à une échelle régionale différente de celle de la région géographique traditionnelle et, également, aux interrelations qui existent, de part et d’autre d’une frontière, entre deux entités globalement comparables.</i> (Lexique de l’aménagement du territoire européen, Université de Paris 7 - Datar - CNRS).
- Objectif	<ul style="list-style-type: none">▪ <i>L’objectif général des eurorégions est de créer un espace intégré à travers des politiques spécifiques d’aménagement du territoire dans divers secteurs : économie locale, réseaux sociaux, activités culturelles, institutions scolaires, réseaux de transport, protection et conservation environnementale.</i> (Lexique de l’aménagement du territoire européen).
- Statut	<ul style="list-style-type: none">▪ <i>Du point de vue de leur fonctionnement et de leur gestion, les eurorégions peuvent être soit des associations d’autorités locales et régionales, parfois avec une assemblée parlementaire, ou bien des associations transfrontalières avec un secrétariat permanent et une équipe technique et administrative disposant de ressources propres. D’un point de vue juridique, elles peuvent être soit de droit privé, fondées sur des associations à but non lucratif ou des fondations en accord avec les juridictions nationales en vigueur, ou bien de droit public, fondées sur des accords interétatiques avec la participation des collectivités territoriales.</i> (Site de l’Association des régions frontalières européennes, ARFE)
- Nombre	<ul style="list-style-type: none">▪ L’Association des régions frontalières européennes dénombre <i>environ 163 zones (trans)frontalières</i> en Europe. (Site de l’Association des régions frontalières européennes, ARFE)▪ Alors qu’on comptait une trentaine d’eurorégions au début des années 1990, les recensements récents font état de plus d’une centaine d’eurorégions (Durà <i>et al.</i>, 2010).
- Quelques exemples	<ul style="list-style-type: none">▪ Eurorégions créées après la seconde guerre mondiale pour favoriser la réconciliation puis l’expérimentation à visée économique : Enschede-Gronau (1958, partagée entre l’Allemagne et les Pays-Bas), Regio Basiliensis (1963, France-Allemagne-Suisse)▪ Eurorégions créées à la suite de l’officialisation de l’Association des régions frontalières européennes à Bonn (1971) : Meuse-Rhin (1976, Belgique-Allemagne-Pays-Bas), Rhein-Waal (1978, Allemagne-Pays-Bas)▪ Eurorégions créées pendant la décennie marquées par l’adoption de la Charte de Madrid (1980) et la création de l’Association des régions d’Europe (1985) : Benego (1980, Belgique-Pays-Bas), Pamina (1988), Scheldemond (1989, Belgique-Pays-Bas)▪ Eurorégions créées à l’occasion du soutien de la Commission européenne (programme Interreg, 1990) : Neisse-Nisa-Nysa (1991, République tchèque-Allemagne-Pologne), Barents (1993, Finlande-Norvège-Russie-Suède), Tirol-Südtirol/Alto Adige-Trentino (1998, Autriche-Italie)▪ Eurorégions créées depuis le milieu des années 2000, période correspondant à l’élargissement à l’est de l’Union européenne : EuroBalkans (2002, Bulgarie-Serbie-Macédoine), Pyrénées-Méditerranée (2004, France-Espagne), Alpes-Méditerranée (2007, France-Italie), Galicia-Norte de Portugal (2008, Espagne-Portugal), Aquitaine-Euskadi (2011, France-Espagne)...

Encadré 1 : cadrage général de la notion d’eurorégion.



European Groups of Territorial Cooperation

- | | | | |
|--|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ Lille- Kortrijk-Tournai ■ Ister-Granum ■ Galicia - Norte de Portugal ■ Amphictyony / AMΦIKTYONIA / Anfitzonia ■ UTTS = Ung-Tisza-Túr-Sajó ■ Karst Bodva ■ Duero-Douro ■ West-Vlaanderen / Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale ■ ArchiMed ■ Eurodistrict Strasbourg-Ortenau / Eurodistricts Strasbourg-Ortenau ■ Hôpital Transfrontalier de la Cordagne / Hospital Transfrontaler de la Cordanya | <ul style="list-style-type: none"> ■ Eurorégion Pyrénées-Méditerranée / Eurorégion Pirineos-Mediterráneo / Euroregió Pirineus Mediterrània ■ ZASNET ■ Secrétariat du Sommet de la Grande Région ■ Eurodistrict Saarnoselle / Eurodistrict Saarnoselle ■ Abaúj az Abaújban ■ Pons Danubii ■ Bánát - Triplex Confinium ■ Linieland van Waas en Hulst ■ Arrabona ■ Tirolo - Alto Adige - Trentino ■ Gorizia - Nova Gorica - Šempeter-Vrtojba ■ EGTC Gate to Europe Ltd | <ul style="list-style-type: none"> ■ Via Carpatia ■ Pannon EGTC ■ Euroregio Senza Confini ■ Trilja ■ Novohrad - Nógrád ■ Parc européen = Parc européen/Parco europeo Alpi Marittime-Mercantour ■ P.M.I.B.B = Parc marin international des Bouches de Bonifacio ■ Alzette Belval ■ AEuCC ■ Chaves-Verin ■ Sajó-Rima ★ EUKN | <ul style="list-style-type: none"> ■ EGTC TATRY ■ Espacio Portalet ■ Hospital La Cordanya ■ Bodrogközi ■ EGTC EFXINI POLI ■ Eurorégion Aquitaine-Euskadi (FR-ES) ■ Rába-Duna-Vág (HU-SK) ■ Spoločný región (HU-SK) ■ Tornyasa (HU-SK) ■ Svínka (HU-SK) ■ GECT Interreg Programme Grande Région ■ CETC – Central European Transport Corridor ■ Huesca Pirineos-Hautes Pyrénées |
|--|---|---|--|

Figure 1 : carte des groupements européens de coopération territoriale (GECT). Source : Comité des Régions, janvier 2015 - <http://www.cor.europa.eu/egtc>



Figure 2 : aires des programmes transfrontaliers financés par le programme communautaire Interreg A (politique de cohésion 2014-2020). Source : DG Regio de la Commission européenne - <http://ec.europa.eu>

Bibliographie

Alliès P. (2011), « La notion d'Eurorégion et sa mise en œuvre dans l'Union européenne », in C.E. Pachado Amaral (dir.), *Autonomie régionale et relations internationales. Nouvelles dimensions de la gouvernance multilatérale*, Paris, L'Harmattan, pp. 245-255.

Argul S., Bray Z. et Harguindéguy J.-B. (2005), « Espace public médiatisé et coopération transfrontalière », *Communication et organisation*, n°26, pp. 223-234.

Auboussier J. et Ramoneda T. (2015), *L'Europe en contre-discours*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté.

Bruant B. (2010), « Le patrimoine de la frontière. Entre négation et prise en charge désordonnée », in *Représentations du transfrontalier*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, pp. 137-156.

Charaudeau P. et Maingueneau D. (2002) (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Édition du Seuil, Paris, Seuil, 661 p.

Charaudeau P. (2006), « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, n°22.

Charaudeau P. (2009), « Il n'y a pas de société sans discours propagandiste », in *Communication de l'État et gouvernement social*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Chevalier G. (2007), « La scolarisation transfrontalière dans les eurorégions : de nouvelles perspectives pour le plurilinguisme européen », in *Les actions sur les langues: synergie et partenariat : actes des 3es Journées scientifiques du réseau sociolinguistique et dynamique des langues, Moncton les 2 et 3 novembre 2005*, Archives contemporaines.

Costa J. et Bert M. (2011), « De l'un et du divers. La région Rhône-Alpes et la mise en récit de ses langues », *Mots. Les langages du politique*, n°97, pp. 45-57.

Cussó R. (2010), « Quand la Commission européenne promeut la société de la connaissance », *Mots. Les langages du politique*, n°88, pp. 39-52.

Cussó R. et Gobin C. (2010), « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*, n°88, pp. 5-11.

Delaunay B., Clainche M.L., Pissaloux J.-L., Rouban L. et Supplisson D. (2012), « Chronique de l'administration », *Revue française d'administration publique*, vol. 141, n°1, pp. 247-277.

Dupeyron B. (2008), *L'Europe au défi de ses régions transfrontalières: expériences rhénane et pyrénéenne*, Peter Lang, 284 p.

Durà A., Oliveras X. et Perkmann M. (2010), « Las regiones transfronterizas: balance de la regionalización de la cooperación transfronteriza en Europa (1958-2007) », *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, n°56, pp. 21-40.

Foucault M. (2008), *L'archéologie du savoir*, Éd. originale 1969, Paris, Gallimard, 294 p.

Goulet V. (2014), « L'«identité transfrontalière» problématique de la Grande Région SaarLorLux », in *Identités (trans)frontalières au sein et autour de l'espace du Rhin supérieur*, Nancy, Éditions universitaires de Lorraine, pp. 205-229.

Hamman P. (2014), « Qu'est-ce qu'une Euro-région ? Identifications et frontières au défi de l'institution dans l'espace du Rhin supérieur », in *Identités (trans)frontalières au sein et autour de l'espace du Rhin supérieur*, Nancy, Éditions universitaires de Lorraine, pp. 53-76.

Hermant M.-H. (2014a), « Le discours eurorégional. Indices convergents de légitimation d'un espace institutionnel », *Mots. Les langages du politique*, n°106, pp. 75-81.

Hermant M.-H. (2014b), « Eurorégions, émergence d'une culture discursive exemplaire », *Le discours et la langue. Revue de linguistique française et d'analyse du discours*, vol. Tome 6.2, pp. 191-208.

Hermant M.-H. (2015), « Définition en discours de l'idéal-type eurorégional. Consensus et zones d'ombre autour d'une politique expérimentale », *Énoncer l'Europe : discours, récits, idées*, vol. 2, n°2.

Hermant M.-H. et Thouraud E. (2015), « Traitement de données issues d'un corpus écrit multilingue. Approche agile pour l'analyse du discours eurorégional », *Proceedings of ICODOC 2015-Corpus complexes et enjeux méthodologiques : de la collecte de données à leur analyse*, mai 2015, ENS Lyon.

Kada N. (2010), *Les Collectivités territoriales dans l'Union européenne : Vers une Europe décentralisée ?*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 190 p.

Koukoutsaki-Monnier A. (2011) (dir.), *Les représentations du transfrontalier*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 299 p.

Koukoutsaki-Monnier A. (2014) (dir.), *Identités (trans)frontalières au sein et autour de l'espace du rhin supérieur*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 250 p.

Krafft-Groot M. (2006), « Eurorégions et enseignement des langues: le cas du néerlandais dans le Nord/Pas-de-Calais », vol. Vol. XI, n°1, pp. 61-71.

Krieg-Planque A. (2009), *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté.

Leloup F. et Pradella S. (2008), « La fabrique du territoire à la croisée des sciences

sociales. L'analyse de la contribution des élus et de l'action publique locale au développement territorial dans la province du Hainaut belge »,.

Moirand S. et Beacco J.-C. (1995), « Autour des discours de transmission des connaissances », *Langages*, vol. 29, n°117, pp. 32-53.

Monte M. (2013), « Les discours d'investiture des Premiers ministres portugais (2002-2011). Comparaison gauche/droite », *Mots. Les langages du politique*, vol. 101, n°1, pp. 13-30.

Morata F. (2010), « Euroregions i integració europea » Universitat Autònoma de Barcelona/Universitat de Girona (dir.), *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, vol. 56, n°1, pp. 41-56.

Nagelschmidt M. (2005), « Les systèmes à niveaux multiples dans les régions transfrontalières en Europe. Le cas du Rhin supérieur et des nouvelles coopérations à la frontière est de la RFA », *Revue internationale de politique comparée*, vol. Vol. 12, n°2, pp. 223-236.

Perrin T. (2013), *Culture et eurorégions. La coopération culturelle entre régions européennes*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles.

Ratouis O. (2003), « Sonia Branca-Rosoff, François Leimdorfer (Prés.), Langage et société, n° 96, Espaces urbains : analyses lexicales et discursives », *Mots. Les langages du politique*, vol. n° 72, n°2, pp. 10-10.

Renard J.-P. (2010), « Frontières et aménagement : le point de vue du géographe », *Frontières et aménagement*, vol. tome XXXII, n°14, pp. 7-16.

Ricaud P. (2010), « Des espaces médiatiques transfrontaliers de proximité. Représentations et stratégies médiatiques en modes mineurs et majeurs dans les espaces transfrontaliers basque et catalan », in *Représentations du transfrontalier*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, pp. 121-133.

Rigotti F. (1990), « La théorie politique et ses métaphores », *Revue belge de philologie et d'histoire*, vol. 68, n°3, pp. 548-564.

Robert C. et Vauchez A. (2010), « L'Académie européenne », *Politix*, vol. 89, n°1, pp. 9-34.

Scantamburlo L.B. (2007), « Le cas du Haut-Adige ou Tyrol du Sud », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC*, n°3.

Scholz R. et Angermuller J. (2013), « Au nom de Bologne ? Une analyse comparative des discours politiques sur les réformes universitaires en Allemagne et en France », *Mots. Les langages du politique*, vol. n° 102, n°2, pp. 21-36.

Wassenberg B. (2010), « Le voisinage de proximité : les eurorégions « géopolitiques » aux frontières externes de l'UE (1993-2009) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. N° 97 - 98, n°1, pp. 45-49.

Woessner R. (2010), « Le retour du rail : les frontières sous tension », *in Représentations du transfrontalier*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, pp. 117-136.